



CONVENTION D'ADHESION A LA MISSION DE SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER ENERGIE (SDIE) DE TYPE (CEP)

Préambule

Aujourd'hui la production, la mise à disposition, la consommation d'énergie nécessitent des examens, des bilans et des avancées réussies afin de préserver notre environnement, nos ressources naturelles et donc notre avenir.

Pour atteindre les objectifs européens et se conformer à la réglementation nationale en matière d'efficacité énergétique, la mise en place d'un état des lieux énergétique et d'un suivi de l'énergie sont nécessaires afin de maîtriser les consommations, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de réduire les coûts.

A cette fin, la mission Schéma Directeur Immobilier Énergie (SDIE) de type Conseil en Energie Partagé (CEP) est un service proposé à la collectivité qui se situe en amont et en parallèle des bureaux d'études. Il accompagne la commune dans toutes ses démarches touchant à la gestion et l'achat d'énergie ainsi qu'à la mise en œuvre d'actions et de solutions techniques visant à réduire et maîtriser ses consommations énergétiques.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les dispositions selon lesquelles la collectivité va bénéficier du Conseil en Energie Partagé (CEP). Le CEP est un service sur 3 ans comprenant 1 année de bilan et 2 années de suivi.

Article 2 : Contenu de la prestation CEP

La démarche CEP proposée par le SYADEN à la collectivité, peut-être découpée en 4 étapes :

- 1- La mise en place de l'état des lieux énergétique
- 2- La création d'un plan d'actions
- 3- La mise en place du suivi énergétique par un logiciel dédié
- 4- Aide à la mise en place des actions d'efficacité énergétique pendant 3 ans

1-Etat des lieux énergétique :

- Une visite de chaque bâtiment de la collectivité jugé pertinent, est faite afin d'établir :
 - Un descriptif du bâtiment et du bâti
 - Un descriptif des équipements utilisés
 - La répartition des consommations et des totaux TTC de chaque énergie

- Un bilan énergétique, environnemental et financier pour les éléments pertinents du patrimoine de la collectivité
- L'analyse des factures énergétiques sur les 3 dernières années (électricité, gaz naturel/propane, fioul, bois-énergie, ...)
- Une optimisation de l'ensemble des abonnements et contrats énergies passés avec les fournisseurs

2-Création de plans d'actions chiffrés :

Le plan d'actions comporte 2 types d'actions :

- Les actions avec investissement nul ou faible ayant une mise en œuvre simple
- Les actions avec investissement moyen et fort ayant une mise en œuvre comportant des travaux moyens ou lourds

Chaque action préconisée présentera :

- Le descriptif de l'action et les éléments concernés
- Une évaluation de l'investissement nécessaire
- La difficulté de mise en œuvre et de gêne pour les occupants
- L'évaluation des économies : d'énergie (KWh énergie finale et primaire), de rejet de Co2 (KgCo2 équivalent) et financières (euros TTC)
- Le temps de retour sur investissement par rapport à ces évaluations

Une partie des actions présentera des potentialités pour des installations d'énergies renouvelables lorsque cela sera judicieux, notamment :

- Le solaire thermique
- Le solaire photovoltaïque
- Le bois énergie
- Suite à la présentation du rapport à la collectivité et sur accord de celle-ci, il peut être réalisé, sans frais supplémentaires pour la collectivité, des notes ou d'analyses d'opportunités sur une faisabilité de chauffage au bois-énergie (granulés ou plaquettes forestières) pour les bâtiments jugés pertinents

3-Une mise en place du suivi des consommations énergétiques :

Suite à la mise en place de l'état des lieux énergétique et la création de plan d'actions, le conseiller énergie du SYADEN assiste les élus dans l'utilisation de la plateforme de suivi des consommations énergétiques.

Cette plateforme, accessible à tout moment par les collectivités via une connexion internet, permet de :

- Suivre les consommations en énergie et factures de son patrimoine
- Comparer l'évolution des consommations sur plusieurs années
- Détecter rapidement les dérives de consommation et les anomalies de fonctionnement
- Mesurer les effets des améliorations apportées après la mise en place d'actions

4-Aide à la mise en place d'actions d'économie d'énergies :

Le conseiller énergie du SYADEN sera disponible prioritairement pour les collectivités engagées dans une démarche CEP avec le SYADEN. Il accompagnera et aidera ces collectivités dans leurs démarches d'économies d'énergies.

Le contenu de la prestation CEP prendra la forme d'un **rapport bilan**, remis lors de la première année d'étude et présenté à la collectivité ainsi que d'un **suivi personnalisé de la collectivité sur une durée totale de 3 ans**. De plus l'ensemble des consommations énergétiques analysées pour la réalisation de l'étude est saisi par le conseiller du SYADEN sur le logiciel de suivi des consommations et mis à disposition de la collectivité.

Article 3 : Engagement de la collectivité

Dans le cadre de cette convention, la collectivité s'engage à fournir au SYADEN un ou deux interlocuteurs dédiés qui suivront l'ensemble de la démarche CEP ainsi que les actions d'efficacités énergétiques entreprises par la suite.

Avant la visite de ses bâtiments communaux, la collectivité s'engage également à fournir au conseiller énergie du SYADEN :

- Comptes administratifs M14 et M49 (simplement les pages ou les lignes « énergie », apparaissent) des 3 dernières années (par rapport à l'année de réalisation de la prestation CEP)
- Budget de fonctionnement total et budget global des 3 dernières années (aucun détail nécessaire, simplement les montant totaux pour chaque année)
- Les contrats de maintenances d'équipements thermiques, si existant sur la collectivité.
- Factures électricité des 3 dernières années, et factures reçues de l'année en cours (recto-verso)
- Factures gaz des 3 dernières années, et factures reçues de l'année en cours (recto-verso)
- Factures fioul des 3 dernières années, et factures reçues de l'année en cours (recto-verso)
- Les surfaces des bâtiments (indiqués dans les contrats d'assurances par exemple)
- Les plans des bâtiments principaux (si existants)
- Les diagnostics ou études préalablement réalisés et ayant trait à l'énergie

Suite à la réalisation du CEP la première année, la collectivité s'engage durant les 2 années de suivi à **mettre en œuvre les actions d'économies d'énergies dont le temps de retour sur investissement évalué est à un niveau inférieur à 2 ans**.

La collectivité doit commencer à prendre en main le logiciel de suivi des consommations énergétiques durant la première et seconde année du CEP. Ceci afin de pouvoir utiliser le logiciel indépendamment du conseiller du SYADEN lors de la troisième année.

Article 4 : Engagement du SYADEN

Le SYADEN s'engage à :

- Désigner un référent technique
- Suivre la collectivité sur toutes les problématiques énergies pendant 3 ans
- Examiner, à la demande de la collectivité, les avant-projets relatifs à des opérations de réhabilitation, modification ou d'extension du patrimoine communal et formuler les recommandations nécessaires en matière énergétique
- Aider la collectivité sur toutes les actions d'efficacité énergétique qu'elle souhaite entreprendre
- Entrer les données de consommations analysées durant la réalisation du rapport CEP dans le logiciel de suivi

La personne référente désignée par le SYADEN est : Antoine LEMAIRE ou Audrey BARTHES

Courriel : Antoine.LEMAIRE@syaden.fr ou Audrey.BARTHES@syaden.fr

Coordonnées : 04-68-11-71-69 – 04-68-11-59-57

Article 5 : Coût de la prestation pour la collectivité

Les collectivités participeront financièrement à la démarche à hauteur de 10 à 15% du budget total de la mission. Le service est donc payant avec un fonctionnement par forfaits. Les collectivités s'acquittent du forfait la première année de mise en place puis durant chaque année de suivi.

Taille de la commune (*)	Forfait/an
1-500 habitants	400
500-1000 habitants	700
1000-2000 habitants	1000
2000-6000 habitants	1300
Plus de 6000 habitants	3500

(*) Population totale INSEE

Les collectivités s'acquittent du forfait inhérent à la 1ère année dans le mois qui suit la date d'effet de la présente convention. Pour les 2 années suivantes, le forfait sera réglé par la collectivité à la date anniversaire de la convention.

Ainsi le forfait de la mission CEP est à la charge de la collectivité bénéficiaire de la mission CEP sous réserve d'une convention spécifique ou la communauté de communes ou l'agglomération prendrait le forfait de la mission CEP à sa charge pour les 3 années.

Article 6 : Limite de la convention

La mission décrite est une mission de conseil et non de maîtrise d'œuvre.

Article 7: Collecte des CEE

La collectivité s'engage à laisser le soin au SYADEN de collecter les Certificat d'Economie d'Energies (CEE) résultant d'actions d'économies d'énergies et ce au profit de l'ensemble des collectivités adhérentes.

Article 8 : Propriété des données

La collectivité autorise le SYADEN à voir et traiter les données de consommations énergétiques relatives à la mission de CEP sur l'ensemble de son patrimoine. La collectivité autorise également le SYADEN à rendre publiques via les sites « Gepweb360.com » les données de consommation énergétique et la description d'une partie de son patrimoine à titre d'exemplarité.

Article 9: Durée de l'adhésion et date d'effet

La collectivité adhère à la présente convention pour une durée de 3 années à compter de la date de signature du SYADEN. Cette durée est nécessaire pour la mise en place des ressources et des outils indispensables à la bonne réalisation des missions et à un contrôle d'efficacité des actions menées.

La signature de cette convention fait suite à la délibération prise par la collectivité et transférant la mission de Maîtrise de l'Energie au SYADEN dans le cadre du CEP.

Remarque : un modèle de délibération est téléchargeable sur le site internet du SYADEN, une fois connecté à l'espace personnel de la collectivité, rubrique « Modèles et formulaires>Développement durable>CEP »

Article 10 : Clause de résiliation

En cas de non-respect des engagements décrits dans la convention, ou de survenance d'un événement indépendant de la volonté des parties, cette convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties sans contreparties financières. Cette demande motivée sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

ANNEXE : bulletin d'adhésion

Le bulletin d'adhésion à la mission de Conseil en Energie Partagé (CEP) est annexé à la présente convention.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-21102033-202210202023-165-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/10/2022

Publication : 26/10/2022